

plus ou moins son ex-allié, le maréchal Tchang-tso-Lin; de même que les Etats-Unis ont froidement laissé tomber Ou-Pei-Fou et Tchang-Tsun-Chang dans la Chine du Centre. Or, privés de l'appui financier et matériel des puissances étrangères, les armées antinationales, composées de mercenaires qui se battent pour de l'argent, se disloqueront au premier choc. Tchang-Tso-Lin lui-même, le dictateur mandchou, s'il ne trouve rapidement auprès de l'Angleterre les secours financiers qu'il sollicite, s'effondrera. Les Etats-Unis et le Japon attendent que les armées nationales soient à Pékin pour traiter sur des bases nouvelles avec le gouvernement national. L'Angleterre, elle, essaiera par tous les moyens d'enrayer la marche en avant des cantonais; mais l'attitude des Etats-Unis et du Japon lui interdit d'intervenir directement. Elle doit se contenter d'intriguer, et d'acheter.

**

Un écrivain bourgeois français, M. Duboscq, qui connaît parfaitement la question chinoise écrivait dans le *Temps* (31 mars) : « On voudrait, lorsqu'on réfléchit sans cesse à ces choses, n'écrire qu'un article, que quelques lignes, toujours les mêmes, qui ressasseraient uniquement ceci : la phase des relations étrangères avec la Chine qui s'est ouverte par les traités du siècle dernier est close; il nous faut renoncer à retenir de la Chine d'aujourd'hui ce que nous avons gagné sur la Chine d'hier. On voudrait supplier chaque lecteur de se bien pénétrer d'une telle évidence. La politique de coercition est finie; c'est seulement avec l'agrément des chinois que nous pourrions nous maintenir en Chine... Les situations privilégiées, exceptionnelles, paradoxales, sont irrémédiablement ébranlées. Les étrangers seront un jour en Chine comme ailleurs, et la Chine de son côté s'ouvrira à eux comme les autres pays. »

Mais ne croyez pas que les capitalistes français, anglais, américains, etc., n'aient en vue que le triomphe de la Révolution chinoise, que le bonheur du peuple chinois. Les capitalistes reconnaissent tout simplement l'inéluctabilité de la transformation de la Chine et l'impossibilité pour les « puissances » de maintenir plus longtemps les droits exorbitants qu'ils s'étaient fait reconnaître par la Chine.

La tactique des capitalistes clairvoyants français, anglais, américains, etc., consiste à essayer de détourner la révolution nationale de son cours révolutionnaire, de frustrer le peuple chinois des avantages qu'il a le droit d'attendre de sa révolution, de faire accéder au pouvoir une bourgeoisie nationale, avec laquelle les Etats capitalistes consentiront à traiter sur un pied d'égalité. Mais avant tout, il faut briser le mouvement ouvrier, l'aile gauche de Kouo-min-Tang, qui si elle demeurait au pouvoir pourrait, comme l'a dit Sun-Yat-Sen, faire brûler à la

révolution chinoise l'étape capitaliste que toutes les révolutions nationales ont connues, en évoluant de là féodalité vers le socialisme.

« Il n'y a pas parmi les sudistes que des extrémistes, écrit encore M. Duboscq, il y a ceux qui savent l'intérêt qu'offre la collaboration avec les blancs, et c'est avec eux que, jusqu'à preuve du contraire, nous croirons possibles des arrangements au moins transitoires, qu'il y ait entente entre nordistes et sudistes, ou que ces derniers arrivent victorieux à Pékin. »

Là encore, M. Duboscq exprime un point de vue juste. Il est certain — et nous ne l'avons jamais caché — que le mouvement révolutionnaire anti-impérialiste chinois renferme divers éléments sociaux : le prolétariat, la petite bourgeoisie urbaine, les paysans, et une partie des commerçants et des industriels ». Ces groupements sociaux, a écrit la « Pravda » dans un récent éditorial, ont des intérêts communs et des intérêts opposés. Ils poursuivent des buts différents, leur volonté de combat n'est pas la même; ils n'ont pas une même continuité de vues dans un même sens révolutionnaire. Ce mélange bigarré et multicolore des buts et des intérêts sociaux se reflète et ne peut pas ne pas se refléter sur les organisations révolutionnaires, sur le gouvernement, sur le parti Kou-min-Tang. »

C'est bien évidemment sur les oppositions d'intérêts, au sein même du mouvement national, que comptent avant tout les impérialismes pour provoquer une rupture entre les éléments bourgeois et les éléments prolétariens de Kouo-min-Tang. On peut dire que le point de vue non interventionniste des Etats-Unis et du Japon est avant tout conditionné par la certitude du triomphe des éléments modérés du Kouo-min-Tang et l'élimination des extrémistes.

La révolution nationale chinoise ne peut être tolérée par les capitalistes, non interventionnistes, qu'à la condition qu'elle soit démocratique dans un sens bourgeois et non dans un sens prolétarien, c'est-à-dire que cette révolution consacre la main-mise par la bourgeoisie nationale sur l'appareil d'Etat, et non par le prolétariat.

**

Il est particulièrement remarquable de constater avec quelle maîtrise les organes de presse des gouvernements capitalistes exploitent les moindres divergences de vues au sein du mouvement Kouo-Min-Tang. Actuellement, la presse bourgeoise essaye de ramener dans l'opinion publique la question si complexe des luttes d'influence à l'intérieur du Kouo-Min-Tang, à un conflit de personnes entre Borodine, « l'exécration agent de Moscou » et Chiang-Kai-Shek, général en chef des armées nationales, loué par la presse impérialiste de tous les pays, à cause de son soi-disant « modérantisme ».

Il s'échafaude, à Shanghai comme à Pékin, des intrigues inouïes pour briser l'unité du Kouo-Min-Tang.

C'est pour cette raison que les Etats-Unis et le Japon, qui spéculent sur le triomphe des éléments bourgeois nationalistes, sont hostiles à toute mesure de violence ou de représailles qui aurait pour première conséquence de ressouder en un bloc homogène anti-impérialiste, les éléments antagonistes du Kouo-Min-Tang.

Le malheur, dans tout cela, pour les impérialistes, c'est que le parti Kouo-Min-Tang a une expérience révolutionnaire, celle de 1911.

C'est justement cette expérience désastreuse de la révolution de 1911 qui amena Sun-Yat-Sen à entreprendre dans un sens social extrêmement net, la révision des principes démocratiques mal définies qui avaient amené la première république chinoise à l'impasse de 1912-1913, où le Kouo-Min-Tang se vit forcé d'entrer en lutte entre le gouvernement républicain qu'il avait créé, parce que ce gouvernement trahissait, dès ses premières démarches, le peuple dont il était issu.

Aussi en 1923, Sun-Yat-Sen prit-il soin de délimiter l'action future du Kouo-Min-Tang en le fondant sur les trois fameux principes du peuple : démocratie nationale, démocratie politique, démocratie économique, principes inspirés d'une politique et d'une économie à bases socialistes et non à bases capitalistes (1).

L'unité dans le Kouo-Min-Tang repose donc essentiellement sur un programme parfaitement défini et que pas plus Chiang-Kai-Shek que les autres leaders dits « modérés » ne songent à transgresser. Certes il existe une aile droite dans le Kouo-Min-Tang, dont la plupart des leaders ont été exclus précédemment, aile droite composée d'éléments manifestement bourgeois, prêts à se détourner de la voie révolutionnaire, désireux de tirer la révolution en arrière, partisans toujours de la lutte pour l'émancipation nationale et contre les militaristes du Nord, mais aussi quelque peu effrayés par le réveil formidable des masses paysannes opprimées; droites qui sont pour des transactions avec l'impérialisme, contre la lutte des classes.

C'est à ces éléments à coup sûr que songent les « capitalistes clairvoyants » dont M. Duboscq traduit encore si bien la pensée en écrivant : « Il faut distinguer d'une part leur besoin impérieux, absolu, d'affirmer hautement le principe de leur souveraineté nationale et d'autre part le désir de la grande majorité de ceux d'entre eux qui réfléchissent, d'arriver à l'application de ce principe par des négociations diplomatiques avec les puissances. Seuls les extré-

(1) Voir à ce sujet l'article de Marcel Fourrier : *Les buts de la révolution chinoise*. Numéro 6 de *Clarté*, pages 164 et suivantes.

mistes inféodés purement et simplement à Moscou entendent supprimer immédiatement par tous les moyens, même violents, les privilèges concédés autrefois aux étrangers. Or ceux-là ont remué la plèbe des villes, excité ses instincts et celle-ci, une fois ses appétits déchainés, ne s'embarrasse ni de scrupules ni d'idées; elle n'a en vue que le pillage, elle ne tend qu'à ce but. »

Entendez ce journaliste bourgeois ressassant les imbécilités habituelles sur les « bas instincts » de la plèbe des villes, sur les « appels au pillage » de Moscou, etc.... Il est évident qu'on cherche par tous les moyens à jeter à l'avance le discrédit sur cette « plèbe », à préparer les esprits à la possibilité d'une intervention contre cette « plèbe ». Alors les impérialismes essayeront de faire payer cher aux ouvriers et aux paysans chinois leur volonté de se gouverner eux-mêmes selon les principes d'une démocratie ouvrière, d'une économie socialiste, après s'être libérés nationalement du joug de l'étranger.

Mais alors il faudra que les prolétariats européens s'unissent plus étroitement à la révolution chinoise pour la défendre, comme il ont défendu en 1918, en 1919 et 1920 la révolution russe.

Nous avons, nous communistes français, un rôle immense à jouer dans la défense de la révolution chinoise. La France possède en Extrême-Orient un « empire colonial », l'Indo-Chine. L'Indo-Chine, qui peut être au Sud, comme la Mandchourie au Nord, une base future d'opérations militaires contre la Chine ouvrière et paysanne de l'autre côté du Yunnan. L'Indo-Chine avec ses 20 millions « d'indigènes » soumis à l'exploitation la plus odieuse, la plus féroce, doit devenir l'alliée fidèle de la Chine révolutionnaire.

Plus particulièrement aujourd'hui le mouvement national annamite doit être soutenu, encouragé, protégé par tous les révolutionnaires français. Il ne faut pas que l'Indo-Chine, à aucun prix devienne le camp retranché des impérialismes dans leur lutte éventuelle contre la révolution chinoise. Il paraît, c'est la presse bourgeoise qui le dit, que les poursuites intentées contre Doriot l'ont été parce que notre camarade, qui représente au sein des révolutionnaires chinois la classe ouvrière française, a incité « à la révolte, à la fraternisation les troupes indigènes qui défendent en Chine nos nationaux et nos biens ». Quels nationaux? Ceux qui vivent des souffrances du peuple chinois. Quels biens? Ceux volés au peuple chinois! Nous ne reconnaissons, en vérité, ni ces nationaux là, ni ces biens là.

Quand il s'agit de défendre la révolution chinoise contre l'impérialisme, la fraternisation des soldats français ou indigènes avec les révolutionnaires chinois devient un droit, et l'appel à la révolte des colonies est un devoir.

« CLARTE ».